



Pas de Sainte-Soline dans les garages !

Lettre ouverte

Olivia Polski
Adjointe à la maire de Paris
en charge des ressources Humaines,
du dialogue social
et de la qualité du service public

Paris, le 16 novembre 2025

Objet : Violences policières et sociales à la DPE

Madame l'adjointe à la maire de Paris,

Notre organisation syndicale a déposé un préavis de grève pour les personnels de la DPE et TAM DILT le 30 septembre 2025. Votre administration ne nous a reçu que le 3 novembre, veille du déclenchement de la grève, sans aucun document transmis ou remis sur table.

Ce n'est qu'une fois le conflit déclenché le 4 novembre qu'un protocole nous a été soumis. Si celui-ci inclus des éléments importants, vous y adossez des conditions qui les rendent potentiellement caduques.

Nous vous avons demandé de lever ces conditions qui rendent insincères les engagements de la Ville ainsi que d'ajouter au protocole des calendriers rapides de négociations pour les AEC, pour la catégorie B de notre filière et sur certains régimes indemnitaires.

Nous avons fait une dernière tentative pour éviter le conflit en appelant votre directeur de cabinet le 11 novembre, celui-ci ne nous a jamais recontacté.

En l'absence de réponses de votre part, notre syndicat CGT FTDNEEA a été contraint d'appeler les personnels à se mobiliser en grève le 12 novembre puis, face à votre silence maintenu, reconduit les 13, 14 et 15 novembre 2025.

Ce silence ne fut interrompu que par la manœuvre grossière et naïve du cabinet de Mme Hidalgo tentant de nous mettre la pression en appelant le Secrétariat Confédéral de la CGT. Les logiques de certains appareils politiques ne sont pas celles de la CGT.

Ces 5 jours de luttes, dont l'exécutif parisien est responsable, ont entraîné des conséquences lourdes sur les activités du service public qui auraient pu être évitées.

Mais encore plus grave à notre sens, les méthodes actuellement employées par la Ville de Paris pour briser ce mouvement de grève pourraient déboucher sur des drames à très court terme et détériorer à long terme les relations entre les personnels et l'administration.

- **L'envoi massif et systématique des forces de Police à la demande de l'exécutif parisien avec ordre de chasser les grévistes à l'intérieur des bâtiments de la Ville de Paris met clairement en danger les agents dont vous avez la responsabilité, qu'ils soient grévistes ou non.**

Ce samedi 15 novembre, un officier de Police a perdu son sang froid et toute raison en montant à bord d'un camion benne VXL sur le garage de Romainville, puis l'ayant démarré, l'a conduit à vive allure pour le sortir du bâtiment.

Antoine Guillou, Président de la F3SCT DPE a été saisi d'un droit d'alerte suite à cet évènement qui aurait pu se finir de façon dramatique. Les conducteurs de Romainville ont été profondément marqués par cet incident et ont fait valoir leur droit de retrait. La DPE ne leur reconnaît pas ce droit et a menacé certains agents de sanctions (alors qu'ils sont victimes, une aberration de plus !)

Cet exemple devrait conduire toute collectivité responsable à stopper immédiatement les actions répressives contre ses agents.

Concernant les menaces de sanctions contre les conducteurs de Romainville, nous l'avons clairement affirmé à l'encadrement du garage qui s'est rendu complice des actions de la Police : la CGT FTDNEEA emploiera tous les moyens à sa disposition pour les en empêcher.

- **Des pressions exercées par la DPE contre des encadrants dont le secteur compte « trop de grévistes ».**

Si des encadrants sont rappelés à l'ordre à cause d'un nombre trop élevé de grévistes, on peut en conclure qu'ils ont reçu instruction en amont d'agir pour en limiter ce nombre.

Des pratiques dignes d'une dictature.

- **Des dépenses budgétaires faramineuses pour briser la grève plutôt que pour satisfaire les revendications des Personnels.**

La société privée Derichebourg est grassement payée par la Ville de Paris pour venir collecter la nuit et le dimanche sur les arrondissements dont la collecte est en régie mais perturbée par la grève. Une autre forme de violence vis-à-vis des agents grévistes qui sacrifient leur salaire pour le progrès social de tous.

Des heures supplémentaires données à gogo pour remplacer les grévistes.

Enfin et sans faire de procès d'intention, une panne technique touche le réseau Lutèce qui permet de transmettre de l'information syndicale sur les mails professionnels des agents de la Ville. Cela tombe mal alors que deux préavis de grève CGT touchent la Ville de Paris.

Ce qui est étonnant c'est que seuls les accès de la CGT sont hors services, les autres organisations syndicales continuant à fonctionner normalement...

Madame l'adjointe à la maire de Paris, nous vous demandons d'intervenir immédiatement afin de faire cesser les actions illégales de vos services et de créer les conditions pour que tous les agents soient en sécurité sur leur lieu de travail.

Nous serons reçus par le Directeur des Ressources Humaines ce lundi 17 novembre 2025. Notre organisation souhaite mettre fin à ce conflit dans les plus brefs délais.

Il est de votre responsabilité et celle de l'exécutif de nous présenter des propositions sérieuses avec les garanties nécessaires.

Si tel n'était pas le cas, nous sommes déterminés à prolonger la mobilisation des personnels et à augmenter l'intensité de nos actions.

Recevez, Madame l'adjointe à la maire de Paris, nos salutations.

Pour le syndicat CGT FTDNEEA
Smina MEBTOUCHE
Secrétaire Générale



CGT FTDNEEA Bourse du travail 3 rue du Château d'Eau 75010 Paris
mail : cgt.ftdneea@gmail.com Site : <https://ftdneea.cgvilledeparis.fr>

